



Vue aérienne d'un marché au Cap Vert - Paolo Motta FAO

Regroupant une multitude d'acteurs de la production, de l'alimentation, des services, de l'amont à l'aval des filières, les systèmes alimentaires sont complexes à appréhender.

## Les systèmes alimentaires en Afrique sub-saharienne : caractérisation et spécificités

En Afrique sub-saharienne, les systèmes alimentaires sont très diversifiés que ce soit au niveau de la production, de la transformation ou de la distribution. Malgré l'augmentation de l'importation de certains produits, ils assurent l'essentiel de la demande intérieure et constituent une des premières sources d'emplois et de revenus pour une grande partie de la population. Quelles en sont les spécificités ? À quelles conditions peuvent-ils contribuer à un développement plus équitable et plus durable ?

Les typologies des systèmes alimentaires (SA) distinguent souvent les systèmes "traditionnels" des systèmes "modernes" et des types "transitoires" ou "intermédiaires". Ces typologies sont nées du constat que certaines filières relient des opérateurs aux mêmes logiques dominantes : des agriculteurs familiaux vendent leurs productions à des artisans qui transforment et vendent sur des marchés ou dans les rues ; des exploitations agro-industrielles dont la transformation est assurée par de grandes industries vendent leurs produits en moyennes et grandes surfaces ou à l'exportation.

### Des systèmes a priori traditionnels

En Afrique de l'Ouest, ce sont 82 millions de personnes soit les deux tiers de la population et deux tiers des femmes en emploi qui dépendent des systèmes alimentaires pour leurs moyens d'existence, d'après un rapport de l'OCDE-Club du Sahel de 2018. La majeure partie de ces emplois concerne le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) et des exploitations agricoles familiales dont 95 % font moins de 5 ha. Les activités post-récolte représentent quant à elles 20 % des emplois (12 millions dans la commercialisation et 4 millions dans la transformation) mais 68 % du PIB généré au sein des systèmes alimentaires. Ce sont en même temps des emplois majoritairement informels et à 80 % féminins

donc peu visibles et bénéficiant peu de soutiens économiques directs.

On estime aussi que 90 % des calories consommées en Afrique de l'Ouest sont produites dans la région. Le marché intérieur représente donc le débouché majeur pour le secteur agricole. Toutefois, tout en restant faible (en moyenne 13 % en Afrique sub-saharienne) et très variable selon les pays, la part des importations alimentaires augmente pour le riz, le blé, le sucre, les viandes, les produits laitiers, ou encore les huiles, rendant les consommateurs vulnérables aux fluctuations de prix sur les marchés internationaux. La croissance démographique, l'urbanisation soutenue, les stratégies d'exportations et l'accroissement des effets du changement climatique sur l'agriculture africaine font craindre une aggravation des déficits.

### En réalité, des systèmes alimentaires hybrides

Les différentes classifications ne permettent pas de rendre compte de la diversité des combinaisons au sein d'un même territoire, sur un même pas de temps, impliquant des acteurs multiples (p. 9). Les SA reposent d'abord sur une grande diversité d'exploitations agricoles, de modes de production et d'organisation du travail. Familiales, entrepreneuriales, capitalistes, de tailles diverses,

certaines diversifiées d'autres en monoculture, elles ont en commun d'être connectées au marché, en amont, avec les fournisseurs d'intrants, en aval avec la commercialisation. Ces maillons (transport, collecte, transformation, distribution, financement, formation...) jouent d'ailleurs un rôle majeur dans la structuration des filières. De la même manière, des micro, petites, moyennes et grandes entreprises opèrent sur le segment de la transformation alimentaire, selon les produits (p. 12-13). Par exemple, les transformatrices artisanales se positionnent sur les céréales traditionnelles tandis que les conserves sont plutôt l'apanage de grandes entreprises. Les marchés, les vendeuses de rue et les boutiques de quartier dominent les circuits de distribution et coexistent avec quelques enseignes internationales de supermarché. Des entreprises de services autour de l'alimentation (restaurant, livraison à domicile, vente sur internet) se développent, impulsées par la digitalisation. Coexistent également des circuits de commercialisation longs (par la distance et le nombre d'intermédiaires) et des circuits courts. Les premiers concernent les produits échangés à l'échelle régionale ou internationale, par exemple le bétail sahélien vendu sur la côte du Golfe de Guinée ou le riz importé d'Asie. Les seconds comprennent l'autoconsommation, la production intra-urbaine ou la vente directe aux consommateurs (p. 25).

### Des combinaisons multiples et asymétriques

Certaines filières relient des opérateurs aux logiques très différentes : des exploitations familiales d'arachide ou de palme vendent à des huileries industrielles ; des micro ou petites entreprises peuvent recourir à des financements lointains issus de la diaspora, mobiliser des ressources de multinationales pour l'emballage, l'énergie ou la communication, et exporter vers des pays industrialisés au travers d'intermédiaires asiatiques comme pour l'huile de palme rouge ; des multinationales peuvent faire distribuer leurs produits (sodas, cubes aromatiques, poudre de lait, biscuits) par des vendeuses de rue ou autres distributeurs du secteur informel.

La participation de tous ces acteurs du secteur privé est indispensable à la construction de systèmes alimentaires territoriaux et durables. Mais il faut s'interroger sur leurs objectifs, valeurs, fonctions ainsi que sur la nature et l'équilibre de leurs relations en termes de partage d'informations et de risques. Car tous n'ont pas les mêmes pouvoirs, les mêmes capacités de négociation, de gestion des risques ou de financement. En Afrique sub-saharienne, les acteurs et circuits souvent atomisés se coordonnent via l'évolution des prix du marché et des rela-

## LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES EN AFRIQUE SONT AVANT TOUT DES SYSTÈMES DIVERSIFIÉS ET MULTIPLES

tions informelles de fidélisation basée sur la confiance. Des formes de contractualisation plus ou moins formelles ont été encouragées par des agro-industries, des PME, des ONG, des projets de recherche-action ou des organisations de producteurs faïtières. Ces partenariats entre entreprises et producteurs pourraient contribuer à la durabilité des SA en augmentant la productivité (par exemple quand les entreprises préfinancent les intrants et fournissent du conseil agricole), en améliorant la logistique et en diminuant les coûts de transaction, en fournissant des débouchés stables et rémunérateurs aux exploitations, en fournissant des conditions de

travail décentes ou encore en augmentant la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits.

### Pour des systèmes alimentaires durables et inclusifs

Pour cela, l'inclusion des jeunes et acteurs vulnérables, l'équité entre acteurs, un secteur public et des collectivités territoriales proactives et des modèles non figés adaptés aux contextes locaux sont nécessaires. Il faut trouver des conditions d'entrée dans des formes de partenariats attractifs qui garantissent la quantité et qualité des produits échangés tout en limitant les risques d'exclusion des plus fragiles et des jeunes. Les modalités de partenariat doivent donc s'interroger sur les principes d'équité à garantir entre les différents maillons des chaînes de valeurs et entre territoires (urbains et ruraux). Partage de la valeur ajoutée, équilibre des pouvoirs, cohérence des valeurs sociales et environnementales, autant de questions que le dialogue et la mise en place de règles partagées peuvent contribuer à améliorer. Le secteur public joue ici un rôle et ce, à différentes échelles. Les SA peuvent être un point d'entrée pour opérationnaliser la décentralisation et mettre en cohérence les politiques

sectorielles (agriculture, emploi, environnement, santé...). En Afrique comme ailleurs, on observe une appropriation des enjeux alimentaires et agricoles par des territoires et des villes, comme le montre l'exemple des 33 villes signataires du Pacte de Milan. Ces nouveaux acteurs dans la gouvernance des systèmes agricoles et alimentaires, en complément des autorités nationales (p. 26-27), seront source de transformation et pourront favoriser et encadrer l'implication du secteur privé dans la construction de SA plus durables. La diversité des situations nationales et infranationales appelle à des solutions et des partenariats imaginés sur la base de collaborations au niveau local car les tendances démographiques, socio-économiques, politiques et environnementales qui viennent impulser ou freiner les transformations au sein des SA sub-sahariens sont singulières pour chaque territoire. ■

### Ninon Sirdey



David Richard

*ninon.sirdey@cirad.fr,  
Économiste spécialisée dans l'évaluation  
des systèmes alimentaires au Cirad*

## Mutations socio-démographiques et nouveaux défis pour les systèmes alimentaires

En 25 ans, de 1993 à 2018, la population africaine a été multipliée par 1,9 et la population urbaine par 2,4. La demande alimentaire augmente, mécaniquement, surtout dans les pôles urbains générant des défis majeurs pour rassembler une offre morcelée et l'acheminer des zones de production vers les villes. Dans des contextes où les infrastructures routières insuffisantes sont un frein aux échanges, cette polarisation de la demande vers les grandes villes peut d'autant plus marginaliser certains territoires ne pouvant alors pas bénéficier de ces nouveaux marchés. Les modes de vie urbains et l'accroissement des revenus modifient les régimes alimentaires: la consommation accrue de produits transformés et de produits animaux, de produits gras et sucrés génère de nouveaux problèmes nutritionnels. L'Afrique sub-saharienne doit faire face, en particulier en ville, à une rapide croissance du surpoids et de l'obésité et aux pathologies associées: diabète de type 2, maladies cardio-vasculaires etc. L'usage croissant de produits chimiques et de plastiques dans l'agriculture et la transformation fait apparaître de nouveaux risques sanitaires liés aux intoxications. L'industrialisation du système alimentaire avec le développement des supermarchés et des industries de transformation fortement mécanisées questionnent aussi la capacité des systèmes alimentaires à préserver et créer des emplois décents à la jeunesse et aux femmes. À l'horizon 2050 ce sont 730 millions d'individus qui vont entrer sur le marché du travail. Quels emplois décents les systèmes alimentaires peuvent-ils offrir?

Le changement climatique ainsi que la dégradation des ressources naturelles génèrent également des risques. Au-delà des contraintes structurelles de la zone, l'Afrique et notamment le Sahel vont subir de plein fouet les conséquences directes et indirectes de ces phénomènes: augmentation de la fréquence et de l'amplitude des chocs, extension des zones arides, autant de menaces pour les productions nationales. À terme se profile une augmentation du risque de chocs de l'offre et par conséquent une volatilité accrue des prix agricoles. Les migrations, l'insécurité et les conflits sur l'usage des ressources sont aussi des facteurs majeurs de recrudescence de la sous-alimentation dans la région.

Enfin, la digitalisation de l'agriculture est une autre tendance importante à prendre en compte dans la transformation des systèmes alimentaires: elle s'accompagne de nombreuses opportunités: agriculture de précision, vente sur internet, conseils nutritionnels, agrégation de l'offre, livraison...

### Nicolas Bricas



*nicolas.bricas@cirad.fr,  
Socio-économiste de l'alimentation au Cirad,  
titulaire de la Chaire Unesco Alimentations  
du Monde*

### Astou Diao Camara



*astoudiaocamara@gmail.com,  
docteure en sociologie et directrice du Bureau  
d'Analyses Macro-économiques (BAME) de l'Institut  
Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA),  
spécialiste du pastoralisme, de l'agriculture  
familiale et des formes d'accompagnement  
et de conseil agricole des producteurs.*

#### EN SAVOIR PLUS :

Bricas N., Tchamda C. et Mouton F. (Eds), 2016, *L'Afrique à la conquête de son marché alimentaire intérieur. Enseignements de dix ans d'enquêtes auprès des ménages en Afrique de l'Ouest, au Cameroun et au Tchad.* Paris, AFD, Coll "Études de l'AFD" n°12